LES MARCHANDS FASSIS (suite) (1)

III. — La mentalité fassie.

Fès est parvenue à maintenir au cours de l'histoire une prospérité enviable due, sans conteste, aux méthodes habiles de ses commerçants. La conscience de leur supériorité et des efforts constants pour développer cette dernière, ont créé chez les fassis une mentalité particulière qui les fait souvent détester au Maroc, mais dont ils sont fiers.

Le traditionalisme en constitue l'élément le plus solide. Tout ce qui a fait la réussite de Fès est ancien, rien n'y a changé, ni les conditions naturelles, ni les qualités des hommes. Appuyé sur une technique éprouvée par plusieurs générations, le marchand fassi considère avec quelque mépris ceux qui cherchent à le persuader des vertus foncières du modernisme. Il a en stock des tissus pour quelques millions ou dizaines de millions ; il entretient des relations commerciales avec les plus grandes maisons de Lyon et de Manchester (son fils d'ailleurs est en Europe, et sera bientôt le plus précieux de ses agents) ; ses parents sont disséminés à travers le Maroc et lui indiquent les opérations les plus fructueuses ; il a sous sa dépendance toute une série d'artisans qu'il commandite, de détaillants qui lui doivent de l'argent ; il possède des maisons en médina, des oliveraies et des terres de culture dans quelque tribu du nord de Fès. Les bases de sa prospérité lui paraissent solides. Pourquoi les modifierait-il ? Satisfait de sa réussite personnelle, il est également fier du prestige de sa ville, prestige consacré au Maroc, à la fois par la richesse et par la civilisation de Fès.

Fès, par exemple, crée et lance la mode. Dans toutes les villes du Maroc, chez tous les boutiquiers, les tissus venus de Fès se parent d'un certain attrait mystérieux qui les fait admirer et désirer. Les commerçants fassis tirent merveilleusement parti de la tendance des hommes et des femmes à la recherche dans l'habillement. Ils imposent leurs goûts avec la sûreté et la tyrannie des grands couturiers parisiens, et savent donner aux tissus les noms métaphoriques ou plaisants qui attireront les acheteurs (2).

La mode n'est qu'un exemple de ce prestige qui s'étend sur toute l'activité intellectuelle de la cité. Les idées, les nouvelles intérieures, les échos des événements mondiaux sont captés, interprêtés, confrontés, et repartent dans toutes les directions, désormais marqués par les propriétés du creuset fassi, la passion, la fraude, l'intrigue, mais aussi l'intelligence et la subtilité.

Car cette civilisation de marchands, où tout est dominé par l'utilitarisme, présente des aspects spirituels et intellectuels extrêmement vigoureux qui, devenus traditionnels, se sont dégagés du mercantilisme. La religion tient presque autant de place dans les esprits que le commerce. L'université Karaouine, dispense avec un enseignement souvent figé, le goût des controverses intellectuelles passionnées.

. . . . . .

B. — LE DESEQUILIBRE MODERNE

I. — Fès dans l'économie marocaine actuelle.

L'instauration du Protectorat français au Maroc a largement ouvert ce pays à l'économie moderne qui se contentait jusqu'alors de lui envoyer ses produits fabriqués. L'afflux des capitaux internationaux, et particulièrement français, les investissements qui en ont été la conséquence, ont permis le développement d'entreprises à structure et à direction européenne. Ce progrès économique trouve son expression essentielle dans la création de Casablanca, point d'application primordial de l'effort français au Maroc.

Fès, par contre, n'est entré en contact que fort tardivement avec l'Occident industriel. Rien ne pouvait attirer les initiatives européennes vers cette ville qui restait hostile et qui trouvait dans un équilibre purement marocain, toutes les raisons de se passer de concours étrangers. Pour les européens, la création pure et simple était plus facile et plus fructueuse que l'adaptation à un système préexistant. Auraient-ils voulu moderniser l'économie fassie, qu'ils se seraient heurtés aussi bien à la résistance d'un système économique dont l'expérience garantissait l'efficacité, qu'à la répugnance des autorités, soucieuses de ménager la susceptibilité d'une ville considérée comme l'une des métropoles du monde musulman.

(1) N.D.L.R. — La première partie de cet extrait du mémoire de M. G. Pallez a été publiée dans le volume XIV, n° 49, 1er trimestre 1951 du *bulletin économique et social du Maroc*.

(2) Voici à ce sujet, « la mode de Fès », quelques noms d'étoffes :

Les châles.
Les tresses de madame.
Le képi du maréchal Pétain.
La guérison de Sa Majesté.
Les oiseaux dans le ciel et la hâche sur la tête de la belle-mère.
Whisky et beauté.
Barbe de Guessous et nez de Ziad.
Le postérieur de Rami.
Les pieds du mari dans l'escalier.
La neige sur la montagne.
L'oisiveté au café.
Loin de moi.
Badinage.
Elle t'a arrosé, ô pigeon mignon.
Habille moi et oublie-moi.

D'ailleurs on ne modernise pas un cadre citadin au gré des exigences de l'économie internationale. La médina de Fès rebute le modernisme par sa masse même, et aussi par sa structure archaïque. Tant que la prospérité de Fès se maintint, il était parfaitement normal que ses marchands ne songeassent point à introduire des entreprises modernes dans une ville où les transports de marchandises ne pourraient jamais être effectués qu'à dos de mulet, et où l'automobile ne pénètrerait jamais. Il reste à savoir si le divorce entre l'évolution d'un Maroc européanisé et cette cité, figée dans sa stabilité séculaire, n'allait pas compromettre les fondements mêmes de celle-ci.

En réalité, pour les villes, comme pour les individus, les situations ne sont jamais définitivement établies, et même celles qui paraissent les plus assurées se modifient avec le temps. Pour Fès, la construction des chemins de fer, et surtout des routes, a détourné, à son préjudice, une grande partie des affaires, qui, dès avant 1939, se traitaient directement entre les villes de l'intérieur et les ports de l'Atlantique. Les fassis ont assisté à une transformation géographique du ravitaillement, à la dérivation de circuits millénaires, à l'amoindrissement du rôle de leur ville comme centre de répartition.

Tout le problème se ramène à la rivalité entre Fès et Casablanca. Si, avant la guerre, la lutte restait indécise, la question de suprématie est aujourd'hui tranchée en faveur de Casablanca. La période des hostilités a, en effet, profondément modifié les données traditionnelles de l'économie marocaine. Jusqu'à 1939, le commerce fassi n'avait qu'à se louer du régime de liberté instauré par l'acte d'Algésiras. L'égalité de traitement et la faiblesse des tarifs douaniers incitaient les pays européens à écouler sur le marché marocain les plus grandes quantités possibles de produits, à des prix relativement peu élevés. Il était normal d'utiliser Fès, centre principal de consommation indigène, et d'entrer en relations directes avec des négociants fassis détenant la maîtrise de ce marché. Casablanca était le centre d'importation des matières premières et des biens d'équipement ; les produits de consommation ne faisaient qu'y transiter, pour être stockés à Fès.

Avec la guerre, et la réglementation qui l'accompagne, les régions administratives ont été amenées à intervenir dans les problèmes économiques. Un régime de répartition autoritaire, c'est-à-dire un régime de pénurie, crée inévitablement des organismes économiques régionaux. La concurrence s'instaure alors entre les régions qui cherchent à être avantagées les unes par rapport aux autres. Fès a perdu à ce système, soit à cause de sa position géographique (Casablanca, Rabat, Meknès prélevant les premières leur part sur les produits importés) soit à cause — disent les fassis — de la position administrative qui consisterait à avantager Casablanca. L'existence même d'une administration régionale à Meknès nuit à Fès, qui avait auparavant, dans son orbite économique, tous les territoires dépendant aujourd'hui de Meknès.

Casablanca a vu sa prépondérance s'affirmer sans cesse davantage. Le débarquement anglo-américain de 1942, et le renouveau d'activité qu'il a apporté au grand port marocain, ont accru encore sa supériorité. Le commerce fassi, lui, a vu ses possibilités restreintes par la nécessité d'obtenir des devises pour l'importation. Il passe désormais par Casablanca. Dès avant 1939, c'étaient des intermédiaires casablancais qui redistribuaient le sucre et le thé importés. Il en est aujourd'hui de même pour les tissus. Presque toutes les maisons d'importation fassies déplacent le centre de leur activité vers Casablanca, où capitaux et matières premières affluent, où la réglementation économique a pratiquement disparu, où l'administration favorise les initiatives économiques. Les relations ne sont pas rompues avec Fès, où le fassi conserve une succursale, des biens de famille, de multiples intérêts. Mais c'est de Casablanca qu'il exerce la direction de son affaire. Et, détail symbolique, le prestige de Casablanca a succédé à celui de Fès dans l'esprit des Marocains. Il arrive que des marchandises, invendues à Fès, repartent à Casablanca, et, du fait de leur nouvelle origine, soient rachetées par des fassis.

II. — Les incapacités économiques.

On est en droit de se demander si, aux facteurs qui ont avantagé Casablanca, il ne faut pas ajouter des causes d'effacement propres à Fès, en d'autres termes, si les marchands fassis sont capables de s'adapter aux méthodes de l'économie moderne.

La spécialisation de Fès dans le négoce donne au capitalisme fassi une physionomie particulière. Ses tendances à la spéculation sur marchandises et sur immeubles, la primauté qu'il accorde à la tradition, éloignent le marchand fassi d'un certain nombre de techniques modernes.

Les fassis et les banques. — Les commerçants fassis utilisent fort peu les services des établissements bancaires. Ils les connaissent pourtant depuis le XIXme siècle. Ce sont les opérations de change et de règlement de place à place qui ont d'abord justifié la présence de banques au Maroc, banques israélites correspondantes de banques européennes en premier lieu ; comptoir national d'escompte, crédit foncier d'Algérie et de Tunisie, banque d'Etat du Maroc, bank of british west africa, banque commerciale italienne ensuite. Mais ces banques ont rarement effectué de grosses opérations de crédit commercial et de financement industriel avec des Marocains, qui, entre 1930 et 1940, se sont, en général, bornés à utiliser l'escompte comme palliatif de leurs difficultés de trésorerie. Cependant la concurrence qui s'instaurait entre les

banques les incitait à accorder d'assez grandes facilités à leurs clients. Les ouvertures de crédit étaient et demeurent freinées par l'absence de comptabilité et l'hostilité des commerçants à toute production de bilan, et même à la communication de simples renseignements financiers. La plupart des négociants se contentent d'ailleurs d'établir une balance ; bien peu pratiquent la comptabilité en partie double. Aujourd'hui, en dehors des ouvertures de comptes, les banques ne font presque plus d'opérations avec des Marocains. Sept années de gains fructueux ont gonflé les trésoreries et fait disparaître les passifs. La plupart des transactions peuvent être réglées au comptant. Il faut noter, au sujet du système bancaire, qu'il manque au Maroc une banque de réescompte : la banque d'Etat ne joue pas franchement ce rôle et son mouvement d'affaires la rapproche d'une banque ordinaire. La liquidité des banques repose donc, non pas sur la banque d'émission, mais sur le service central de trésorerie de chaque établissement. Les charges supplémentaires qu'impose ce système ne peuvent que nuire à l'équilibre économique.

Les fassis et les sociétés de capitaux. — La notion d'association est parfaitement connue des fassis, elle est même à la base de leur activité commerciale. Très rares sont les affaires appartenant à un seul individu. Toute la vie économique de la médina et du bled environnant est fondée sur un réseau d'associations familiales, de sociétés, d'indivisions, de contrats divers. Le fassi, personnage éventuellement prudent, admet aussi fort bien l'utilité d'une participation à des activités économiques variées. Il se méfie par contre des techniques modernes de financement industriel, et plus encore de la spéculation boursière proprement dite, qui, toutes deux, le transportent dans un monde inconnu. La société de capitaux, quand il l'adopte, lui apparaît, soit comme le moyen d'étendre une affaire déjà existante, en utilisant les liquidités qu'elle a rapportées, soit comme le moyen de « camoufler » des gains antérieurs, tout en s'assurant contre une spécialisation dangereuse.

Jusqu'à la fin de 1945, n'existaient à Fès que deux sociétés importantes, aux capitaux uniquement marocains. En 1946 et 1947, seize de ces sociétés se créent. Mais le mouvement n'a pas grande ampleur et n'affecte qu'un très petit groupe de commerçants fassis, ceux-là même que l'on retrouve dans les sociétés fondées à Casablanca. Le plus grand nombre préfère encore faire fructifier directement ses capitaux par des placements immobiliers, agricoles ou en valeurs marchandises. La part importante prise par les immeubles dans les fortunes, les multiples indivisions familiales et associations de fait, constituent autant d'obstacles à la participation à des sociétés de capitaux. Fès ne dispose pas, en tout cas, du personnel capable d'assurer la gestion économique, la direction administrative et technique de grandes entreprises modernes. Le négoce prépare mal aux vertus d'organisation.

. . . . . .

Les fassis et l'industrie. — Le nombre relativement faible des sociétés de capitaux à participation fassie et l'objet limité de ces sociétés montrent le peu de développement pris par la grande industrie à Fès. Seules, en effet, l'huilerie, la menuiserie et la scierie ont été modernisées, sous la forme de quelques grandes entreprises et de nombreuses entreprises moyennes. La briqueterie et la poterie utilisent encore des procédés archaïques. Quant à l'industrie lourde et à l'industrie textile, elles sont inexistantes (3).

. . . . . .

Ainsi le milieu fassi paraît, par sa structure et sa mentalité, peu favorable à l'introduction des méthodes financières ou industrielles modernes. La tradition, qui a permis au négociant fassi d'atteindre la perfection dans son domaine, risque de faire de l'économie de Fès, une économie arriérée. Ce traditionalisme est lui-même affaibli par la perversion des structures sociales qui faisaient sa force.

III. — Les changements de structure sociale.

La crise de l'artisanat. — L'artisanat, qui est à la base de l'activité industrielle urbaine, passe, depuis 1930, par une crise très grave. Et l'on peut légitimement se demander s'il ne s'agit pas en réalité de sa ruine définitive (4).

La crise est double : elle atteint les cadres juridiques et moraux du système corporatif, elle est inhérente aux méthodes des techniques des métiers. Les deux phénomènes réagissent l'un sur l'autre pour compromettre sans cesse davantage la stabilité de la production artisanale.

Le système corporatif, toujours très libéral à Fès, s'est altéré au contact de l'Occident. L'organisation administrative n'est point parvenue à s'adapter entièrement aux cadres préexistants. Comme ses exigences étaient les plus fortes, ce sont les cadres corporatifs qui ont cédé. Ainsi, dans le domaine fiscal, les catégories du rôle des patentes transposées au Maroc, ne correspondent nullement aux corporations, en subdivisent d'importantes, conduisent à d'injustes échelles de taxes. Les conséquences sont aussi préjudiciables aux corporations qu'à l'administration fiscale. Les premières voient, de ce fait, leur cohésion ébranlée, la seconde perd le bénéfice d'une organisation hiérarchisée, se heurte à l'inertie des autorités maghrébines et des intéressés. La fiscalité urbaine est d'ailleurs trop dure pour les artisans et les petits commerçants, inefficace à l'égard des négociants en

(3) N.D.L.R. — Rappelons que cette étude a été rédigée en février 1948.

(4) N.D.L.R. — cf. à ce sujet, *bulletin économique et social du Maroc*, vol. XIII, n° 47, 3me trimestre 1951, « Les journées d'études des arts et techniques en Afrique du Nord », p. 254-258, note n° 5.

gros. De même, les cadres corporatifs ont été omis dans les cadres municipaux. Il n'existe aucune juridiction corporative. Le *mohtasseb* a renoncé pratiquement à la fixation et à la surveillance des prix, au contrôle des poids et mesures, à la répression des fraudes et au règlement des litiges commerciaux. Il se borne à être le conseiller de l'autorité administrative, et le porte parole des corporations auprès d'elle.

En fait, les méthodes administratives européennes, avec toute la centralisation qu'elles impliquent, ont été nuisibles aux corporations. Monopoles, régies, grandes concessions, leur ont soustrait un grand nombre de travaux.

Les corporations commerciales sont pratiquement sorties du cadre corporatif. Cette rupture a été consacrée par le système électoral adopté lors de la récente désignation des représentants marocains au conseil du Gouvernement. Un vote à plusieurs degrès a permis aux corporations d'élire cinq représentants. Six autres ont été élus directement au scrutin de liste, en dehors du système corporatif, par les patentés de la catégorie exceptionnelle et des trois premières catégories.

Les corporations d'artisans, elles, restent fidèles aux cadres corporatifs. Mais elles sont au plus bas de l'échelle sociale et dépendent économiquement des grossistes musulmans ou israélites. Concurrencées par les productions européennes moins coûteuses, elles se révèlent incapables de se transformer valablement. La modernisation de la technique ne peut être obtenue dans le cadre de l'entreprise artisanale. Quant à la réduction des prix de revient par la baisse de la qualité, elle porte en elle la condamnation du travail artisanal. Aussi, parmi les corporations traditionnelles, seules quelques-unes conservent-elles une importance sociale. La guerre, l'interruption des importations, permirent aux artisans de retrouver une grande activité, mais au détriment de leur technique qui s'avilit davantage. Actuellement, la crise se complique d'une pénurie de matières premières. Il semble bien que l'esprit corporatif des artisans fassis survive difficilement, que l'on puisse malaisément introduire une technique moderne et évolutive dans une organisation sociale correspondant à une technique traditionnelle et cristallisée. La transformation brusque de l'outillage doit normalement éliminer les vieux cadres du travail. Ceux-ci résistent encore et les marchands fassis s'efforcent de les consolider, tant ils savent que l'apparition d'un prolétariat ouvrier conscient mettrait en question les principes fondamentaux de la société qu'ils dominent.

Ce prolétariat ouvrier se forme-t-il à Fès ? Pour répondre à cette question, il nous faut étudier les transformations récentes de la société fassie.

Fortunes, revenus et niveaux de vie. — La guerre n'a pas provoqué de bouleversement social apparent à Fès. Elle a suscité un essor commercial qui a d'abord profité à l'ensemble de la population. Puis, les années passant, il semble que l'enrichissement se soit progressivement restreint à la fraction relativement faible des fassis qui a pu se livrer à des opérations commerciales. Tous les commerçants se sont enrichis et, parmi eux, surtout ceux qui disposaient de moyens suffisants pour stocker des quantités importantes de marchandises. La valorisation automatique des stocks fut en effet, dans un régime de pénurie et de marché clandestin, la source principale des profits (5). Il y eut au total peu de nouveaux riches. L'appauvrissement, par contre, est maintenant général chez tous les non commerçants, y compris les artisans, malgré les gains faciles des années 1940 à 1944.

L'étude des revenus et des niveaux de vie confirme cette conclusion. Le plus grand nombre des fassis éprouve des difficultés croissantes à équilibrer dépenses et revenus. A l'heure présente, seule une minorité de privilégiés, vivant du négoce, est en mesure, grâce à des ressources importantes, de mener un train de vie, jugé par elle satisfaisant. On assiste, dans le reste de la société, à l'effacement des classes moyennes, à une sorte de nivellement vers le bas, nivellement qui réunit en un destin commun, fonctionnaires moyens, artisans, ouvriers.

Ainsi l'instabilité économique des dernières années aura eu pour conséquence sociale la dissociation de la société fassie en deux groupes, jusqu'à présent unis par une communauté d'intérêts. Si les riches marchands quittent la ville pour aller chercher ailleurs de nouvelles possibilités d'enrichissement, la masse des fassis demeure sur place, exposée aux fluctuations d'une économie qui cherche son équilibre.

Ceci ne signifie pas qu'il y ait formation à Fès d'un véritable prolétariat urbain au sens révolutionnaire du terme. La masse plus peut-être qu'ailleurs, y demeure respectueuse des cadres traditionnels. Une mentalité commune réunit encore des individus aux intérêts opposés. Le peuple de Fès, comme d'ailleurs le peuple marocain tout entier est soumis à l'action de deux forces contraires : la puissance des instincts traditionnels l'emportera-t-elle toujours sur les influences d'une mentalité européanisée ? Certes, le Maroc des villes cherche à rejoindre

(5) STATISTIQUE DES FORTUNES MAROCAINES DE FES

Montant de la fortune	Nombre de fortunes	
	Musulmans	Israélites
Plus de 500 millions	3	
De 250 à 500 millions ...	4	1
De 100 à 250 millions ...	10	1
De 50 à 100 millions ...	14	3
De 30 à 50 millions ...	19	2
30 millions ...	28	5
De 10 à 30 millions ...	200	9

l'Europe sur le plan du genre de vie ; à notre contact, les marocains apprécient l'automobile, s'habillent à l'européenne, s'engouent pour le cinéma, envoient leurs enfants à l'école. Mais ces tendances restent superficielles, elles ne sont conformes ni à la structure économique actuelle, qui reste celle d'un pays pauvre (les revenus des fassis, riches ou non, dépendent encore du pouvoir d'achat du fellah), ni surtout aux traditions séculaires du monde musulman.

***

CONCLUSION

La prospérité ne reviendra à Fès que si le revenu national marocain s'élève. Ce revenu national dont une partie importante est dépensée en achats de produits de consommation auprès des marchands fassis, est lié aux techniques de production. Son accroissement dépend et de l'industrialisation du pays et de la modernisation des techniques rurales. Les buts apparaissent donc assez nettement. Restent à déterminer les moyens.

L'existence même d'un nationalisme fassi, sa vitalité indéniable, prouve qu'une période du Protectorat vient de se clore, celle qui vit se coaliser, sous l'égide prestigieuse de Lyautey, l'ambition dynastique du Sultan, le mercantilisme des bourgeois de Fès, les intérêts politiques et économiques de la France.

On peut se demander si ce mouvement nationaliste n'exprime pas la réaction désespérée d'une classe sociale contre la décadence du système économique auquel elle doit tout. Le mécanisme économique qui fit la richesse de Fès est aujourd'hui, sinon complètement déréglé, du moins bien fragile. Casablanca a supplanté Fès comme centre d'importation et de redistribution, les artisans fassis sont presque ruinés, les enrichis récents ne constituent qu'une catégorie restreinte, qui concentre de plus en plus les fortunes et les moyens de production, mais sans véritablement s'adapter à l'économie moderne ; la bourgeoisie moyenne s'appauvrit et s'effrite.

Les marchands fassis reconnaissent parfaitement la faiblesse de cette situation, mais ils ressentent aussi le désaccord régnant entre les exigences d'un progrès économique et les traditions politiques et morales qui les imprègnent. Ils entendent éviter avant tout que ce progrès ne compromette leur suprématie. C'est ainsi que s'impose à leur prudence, et aussi à leur sagesse, la nécessité de tenir en mains la masse populaire, destinée à souffrir, au moins temporairement, de toute transformation économique, mais encore fidèle à un traditionalisme respectueux des hiérarchies sociales. Les marchands fassis tentent de canaliser en revendications politiques, dont ils prennent la tête, des aspirations sociales éventuellement menaçantes. Ils transposent sur le plan politique l'ancienne alliance de la tradition rituelle et de la technique, alliance que le progrès économique a rendu impossible.

Comme les cités florentine et vénitienne du XVme siècle, Fès, dont le négoce a présenté tant de traits communs avec celui de ces villes italiennes, Fès voit ses dynasties de marchands devenir des dynasties de politiciens.

Le plus mauvais service que l'on pourrait rendre au Maroc et au Monde, serait de laisser triompher un nationalisme, n'aspirant à vivre qu'à l'abri des barrières douanières et des exigences ombrageuses d'un Etat nouveau-né.

L'évocation des cités italiennes n'est sans doute pas vaine pour qui s'interroge sur le sort futur de Fès. L'on verrait assez bien cette ville s'endormir dans le calme d'une grandeur déchue, et, Venise continentale, nourrir de ses forces déclinantes, les plus fiévreuses des intrigues politiques, les plus stériles des controverses intellectuelles, les plus décadentes des voluptés secrètes. Tandis que ses *souks,* jadis animés d'une vie intense, verraient passer les ombres des derniers « bourgeois de l'islam »...

Paris, février 1948.

G. PALLEZ,
Inspecteur des finances.